



João Pessoa, v. 24, n. 55, jan.-abr., 2025

## La “Defensoria Pública” De L'état De L'Amapá – DPE: Bref Historique, Dilemmes Et Avancées Dans La Préservation Des Garanties Constitutionnelles À La Frontière Franco-Brésilienne

Claudia Rosa Cezário\*

Universidade Federal do Amapá, Brasil  
<https://orcid.org/0009-0007-4926-1737>

Dinaldo Barbosa da Silva Junior\*\*

Universidade Federal do Amapá, Brasil  
<https://orcid.org/0000-0003-0909-0703>

**Résumé:** Cet article vise à présenter l'institution publique de la “Defensoria Pública”, née sous l'orientation de la Constitution Fédérale de 1988, article 5, alinéa LXXIV, ainsi que de la Loi Complémentaire n° 80 du 12 janvier 1994, qui organise la “Defensoria Pública” de l'Union, du District Fédéral et des Territoires. Dans ce contexte, nous nous concentrerons principalement sur les aspects historiques de la mise en œuvre de la “Defensoria Pública” de l'État de l'Amapá – DPE, ainsi que sur certains aspects structurels actuels, comme ses ressources humaines et ses unités d'intervention. Outre ses activités constitutionnelles propres, la DPE-AP présente une particularité dans l'offre de ses services dans l'État, notamment dans l'exécution de ses missions dans des municipalités situées dans des zones extrêmes et difficiles d'accès, comme c'est le cas de la ville d'Oiapoque, qui partage une frontière avec la Guyane française. Par conséquent, nous analyserons également le rôle de la DPE-AP dans l'orientation juridique et la défense gratuite des personnes vulnérables dans un contexte amazonien et frontalier, en tenant compte des défis imposés par la région elle-même.

**Mots-clés:** “Defensoria Pública”, Amapá, Frontière franco-brésilienne.

\*Maîtrise en Lettres – PUC-RJ. Conseillère juridique à la DPE-AP, étudiante en master de Droits de l'Homme et Système de Justice (PPGD-UNIFAP). E-mail: [ccezario@hotmail.com](mailto:ccezario@hotmail.com)

\*\*Docteur en Sciences par l'Université de Valence (Espagne). Professeur au programme de troisième cycle en droit de l'UNIFAP (PPGD-UNIFAP). E-mail: [dinaldo@unifap.br](mailto:dinaldo@unifap.br)



UNIVERSIDADE FEDERAL DA PARAÍBA

Programa de Pós-Graduação em Ciências Jurídicas

DOI: <https://doi.org/10.22478/ufpb.1678-2593.2025v24n55.75509>

## **La “Defensoria Pública” De L'état De L'arnapá – DPE: Bref Historique, Dilemmes Et Avancées Dans La Préservation Des Garanties Constitutionnelles À La Frontière Franco-Brésilienne**

Claudia Rosa Cezário

Dinaldo Barbosa da Silva Junior

### **1 LES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES ET LA “DEFENSORIA PÚBLICA”**

Les Droits et les Garanties Fondamentales consignées dans la Constitution de la République Fédérative du Brésil de 1988, outre le fait d'annoncer de nouveaux temps pour le Brésil, anticipent également la création d'instituts importants qui garantiront la sécurité juridique aux citoyens brésiliens, en particulier aux plus vulnérables. Parmi ces instituts, il y a la garantie de la création, de la promotion et du maintien de l'Assistance Publique par l'État à l'échelle fédérale et à l'échelle étatique, qui, par le biais de la Loi Complémentaire n° 80, du 12 janvier 1994, organise l'Assistance Publique de l'Union, du District Fédéral et des Territoires, ainsi que fournit des directives avec des normes générales pour son organisation dans les États. Dans cette logique, l'Assistance Publique sera une garantie constitutionnelle inscrite dans l'Art. 5, alinéa LXXIV, lorsqu'il affirme que l'État fournira une assistance juridique intégrale et gratuite à ceux qui prouvent une insuffisance de ressources comme moyen de garantir les droits fondamentaux. Et que seraient les Droits Fondamentaux?

Les droits fondamentaux en tant que garanties ont été placés au centre par la Constitution de 1988, qui a assuré leur pertinence dans

l'ordre juridique brésilien. Ceci est considéré comme une avancée historique, où les constituants ont clairement inscrit la nécessité de la dignité de la personne humaine à travers les droits fondamentaux dans un État de droit démocratique, c'est-à-dire soutenir le citoyen, surtout le plus vulnérable, comme l'analyse Alexy (2006, p. 458):

L'État a un certain type de responsabilité (...) dans les interventions privées sur des biens de droits fondamentaux tels que la vie, la liberté et la propriété. Cette responsabilité ne peut consister qu'en un devoir d'empêcher certaines interventions de tiers sur des biens protégés par des droits fondamentaux.

Ainsi, les Droits Fondamentaux ne peuvent pas être utilisés comme un simple lieu commun, ni comme des concepts abstraits ou des intuitions subjectives, encore moins comme un *topos*<sup>1</sup> argumentatif par l'application du droit. De même, la Constitution qui consacre ces droits doit refléter les transformations de la réalité, garantissant que les droits fondamentaux continuent à protéger effectivement les individus dans un contexte d'évolution constante. Les deux, l'ordre constitutionnel et les droits fondamentaux, doivent être capables de réagir aux changements rapides de la réalité.

Ainsi, les Droits Fondamentaux sont en relation avec les Garanties Constitutionnelles dans la mesure où:

Les droits fondamentaux sont des garanties visant à préserver la dignité de la personne humaine et, pour cette raison, se caractérisent par des traits qui leur sont attribués de manière plus ou moins consensuelle par la doctrine et par la majorité des chartes politiques, tels que l'universalité, le caractère absolu, la constitutionnalisme, l'historicité, l'inaliénabilité, la disponibilité, le lien avec les Pouvoirs Publics, ainsi que l'applicabilité immédiate, cette dernière étant l'objet de la présente étude.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> SILVA, Luís Virgilio Afonso da. Droits fondamentaux: contenu essentiel, restrictions et efficacité. São Paulo: Malheiros, 2011. P. 184-189.

<sup>2</sup> CARNEIRO MATOS, M. Droits et garanties fondamentaux et l'applicabilité immédiate. Brasília: E-Legis - Revue électronique du programme de post-graduation, 2012. P. 67.

Après avoir pris en compte ces considérations sur les Garanties Constitutionnelles et leur relation avec les Droits Fondamentaux, nous aborderons la "Defensoria Pública" en ce qui concerne son origine et son rôle en tant que droit sacré dans la Constitution.

L'histoire de la "Defensoria Pública" a été marquée par des conflits jusqu'à sa constitution. Selon Moreira (2017) dans "Le constitutionnalisme de la "Defensoria Pública": luttes pour un espace dans le système de justice", les actes de l'Assemblée Nationale Constituante - ANC reflètent des conflits idéologiques sur la nécessité ou non d'inclure la "Defensoria" dans le texte constitutionnel en 1988. Les débats de l'ANC révèlent que la "Defensoria Pública" a rencontré une grande résistance pour s'installer dans le système de justice, et que, dans une bonne mesure, l'action des défenseurs publics a été essentielle pour inclure la "Defensoria Pública" dans la Constitution" (MOREIRA, 2017, p. 649).

Le besoin impératif de consolider l'institution de la "Defensoria Pública" dans la constitution a gagné en force avec l'augmentation du nombre de détenus dans le système pénitentiaire brésilien. Surtout, avec les séquelles d'un régime dictatorial au Brésil qui a provoqué une vague d'incarcérations dans le pays en raison des luttes idéologiques. Dans ce contexte, les prisonniers politiques tels que les étudiants, les travailleurs et les chômeurs, pour la plupart financièrement démunis, ont été des cibles de la Dictature et cela a eu des répercussions même après l'amnistie.<sup>3</sup>

Face à cette réalité, les législateurs de l'Assemblée Nationale Constituante ont été convaincus de la nécessité d'une "Defensoria Pública", gratuite et pluraliste, qui pourrait garantir le droit à une procédure régulière dans la jeune démocratie brésilienne, surtout pour les groupes vulnérables.

---

<sup>3</sup> La loi d'amnistie n° 6.683/1979 a été adoptée le 28 août 1979, pendant le gouvernement du général João Figueiredo, amnistiant ceux qui avaient commis des crimes politiques ou liés à ceux-ci, des crimes électoraux, ceux dont les droits politiques avaient été suspendus et les fonctionnaires de l'administration directe et indirecte, des fondations liées à l'État, les fonctionnaires des pouvoirs législatif et judiciaire, entre autres.

De cette manière, l'État s'est vu dans l'obligation de garantir cette mission constitutionnelle en stipulant dans l'article 5, alinéa LXXIV, une assistance juridique gratuite. En résumé, les personnes soutenues seront celles considérées comme économiquement faibles, et il incombe à l'État de prendre les mesures nécessaires pour garantir le droit effectif et réel des plus nécessiteux. Autrement dit, "l'État doit fournir une assistance juridique intégrale et gratuite à ceux qui prouvent leur insuffisance de ressources, avec des avocats de carrière engagés et payés par l'État".<sup>4</sup>

Nonobstant cela, la Constitution fédérale de 1988 dispose dans son Art. 134 que la "Defensoria Pública" est une institution permanente, essentielle à la fonction juridictionnelle de l'État, chargée, en tant qu'expression et instrument du régime démocratique, fondamentalement de l'orientation juridique, de la promotion des droits de l'homme et de la défense, à tous les niveaux, judiciaire et extrajudiciaire, des droits individuels et collectifs, de manière intégrale et gratuite, pour les personnes dans le besoin.

Enfin, dans le même Article 134 au § 2, nous avons l'objet de notre recherche, qui est la "Defensoria Pública" de l'État de l'Amapá, conformément à ce qui est stipulé selon quoi « les "Defensorias Públicas" d'État bénéficient d'une autonomie fonctionnelle et administrative et de l'initiative de leur proposition budgétaire dans les limites établies par la loi de directives budgétaires », comme nous le verrons dans la section suivante.

## **2 LA "DEFENSORIA PÚBLICA" DE L'ÉTAT DE L'AMAPÁ - DPE-AP**

Les "Defensorias Públicas" ont été créés dans tout le Brésil afin de promouvoir et de garantir le droit à l'assistance judiciaire pour la

---

<sup>4</sup> FERREIRA, Bruno Vidal. "Defensoria Pública" et accès à la justice: bref panorama historique sur les origines de l'assistance publique au Brésil. Rio de Janeiro: UFF, 2023. P. 17.

population en situation de vulnérabilité sociale, dans les divers domaines du droit, même pour les personnes qui ne sont pas dépourvues de ressources financières, mais qui, pour une raison quelconque, présentent une forme de vulnérabilité sociale, technique, de genre, d'ethnie ou d'orientation sexuelle.

La “Defensoria Pública” dans l'État de l'Amapá a été créée en 1994, par la Loi Complémentaire n° 0086, du 25 juin 2014. Communément connue sous le nom de DEFENAP (ancien acronyme utilisé par la “Defensoria Pública” de l'État), c'est un organe au sein du Pouvoir Exécutif qui a eu un effectif initial composé de professionnels comprenant des avocats, des assistants juridiques et des assistants administratifs, qui étaient nommés par le gouverneur comme chefs de pôle, gestionnaires de processus ou recrutés en tant qu'assistants administratifs par le Secrétariat de l'Administration de l'État de l'Amapá.

En 1994, la Loi Complémentaire n° 008, du 20 décembre 1994, a été promulguée par l'Assemblée Législative de l'État, organisant la “Defensoria Pública”, établissant le régime juridique de l'institution et sa structure organisationnelle.

Le premier défenseur public nommé par le gouvernement de l'Amapá, après la publication de la loi complémentaire n° 008/1994, a été Lourival Queiroz Alcântara, qui a ensuite fait prêter serment aux autres défenseurs publics désignés. Cette manière de recrutement a persisté jusqu'en 2018, conformément aux dispositions ci-dessous:

Art. 19. Les “Defensorias Públicas” seront dirigées par un Défenseur public-chef, nommé par le Défenseur public-général et nommé par le Gouverneur de l'État, parmi les membres de la carrière la plus élevée, étant responsable de coordonner, contrôler, orienter et exécuter toutes les activités liées aux fonctions institutionnelles de la “Defensoria Pública”, dans le cadre de sa juridiction. (Loi complémentaire 0008, du 09 décembre 1994).

La Loi Complémentaire d'État n° 121/19 de “Defensoria Pública” de l'Amapá a abrogé des dispositions de la Loi Complémentaire n° 008/1994, qui a réorganisé la structure

organisationnelle de la défense et de la carrière de ses membres, a également fixé des règles sur les fonctions administratives et a pris d'autres mesures.

Les services fournis par la “Defensoria Pública” jusqu'en 2021 se faisaient dans l'ancien bâtiment de l'institution, situé dans le Centre civique de la ville de Macapá. Tous les cas étaient traités à cet endroit. Cependant, en raison de l'état précaire des installations, qui compliquait le travail des défenseurs, du secteur administratif et de l'accueil du public, une rénovation de l'ancien siège administratif a été réalisée, ce qui a permis la modernisation du bâtiment, tout en préservant sa structure physique et ses fondations.

Le nouveau siège de la “Defensoria Pública” de l'État d'Amapá a été inauguré le 29 février 2024 et est considéré comme la “Defensoria Pública” la plus moderne du pays en termes de structure physique et d'installations. Actuellement, seuls les services administratifs fonctionnent dans le nouveau siège.

Les services fournis par les défenseurs publics et les conseils juridiques sont réalisés dans deux bâtiments distincts dans la capitale de l'Amapá. Il y a aussi des défenseurs affectés aux tribunaux civils et aux tribunaux de la famille, au siège des juridictions spéciales, civiles et pénales, tous situés au Forum Desembargador Leal de Mira, dans la circonscription de la capitale. En cas de garde, la permanence des défenseurs des tribunaux pénaux se fait à l'Institut de l'Administration Pénitentiaire de l'État de l'Amapá - IAPEN<sup>5</sup>.

Depuis sa création en 2014, la “Defensoria Pública” s'oriente par l'observation du respect de la dignité de la personne humaine, de la réduction des inégalités sociales, de l'affirmation de l'État de droit démocratique et de l'effectivité des droits humains sur l'ensemble du territoire de l'Amapá. Toutes les municipalités de l'État de l'Amapá

---

<sup>5</sup> Avec la transformation du Territoire Fédéral de l'Amapá en État de l'Amapá, à travers l'Acte des Dispositions Constitutionnelles Transitoires de la Constitution Fédérale de 1988 (ADCT, art. 14), le 5 octobre 1988, plusieurs organismes de l'Administration Publique ont acquis une autonomie fonctionnelle et administrative, la “**Defensoria Pública**” de l'Amapá étant parmi ces organismes.

disposent d'une “Defensoria Pública” pour répondre aux besoins divers de la population, se consacrant particulièrement à ceux qui réclament une assistance pour garantir leurs droits, comme les minorités discriminées et défavorisées d'accès à la justice : les femmes en situation de violence domestique, les enfants et adolescents, les personnes âgées, les communautés LGBTQIAPN+, les quilombolas et les villages indigènes. Ainsi, la “Defensoria Pública” se consolide comme une institution d'envergure et essentielle au système d'accès à la justice pour les plus nécessiteux, atteignant diverses localités et réalités dans tout l'État de l'Amapá.

En 2016, le Tribunal de Justice de l'État de l'Amapá a inauguré le 1er Centre de Médiation des Conflits du Brésil au sein d'une “Defensoria Pública” d'État, ce qui a donné à la “Defensoria Pública” de l'Amapá un point fort en tant que pionnière parmi les “Defensorias Públicas” dans tout le pays. L'inauguration de ce Noyau de Conciliation dans les locaux de la “Defensoria Pública” a été d'une grande valeur pour la population assistée, car la possibilité de résoudre les conflits de manière informelle, rapide et plus économique a apporté pratiques et dynamisme aux services fournis par la “Defensoria Pública”.

Dans la perspective de la formation et du renforcement d'une “Defensoria” capable de faire face aux questions constitutionnelles, le premier concours public pour le poste de défenseur public de l'État a été officialisé 39 ans après l'existence de l'organisme, et a eu lieu en 2017, sous le gouverneur de l'époque, Antônio Waldez Góes<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Le 21 décembre 2017, le gouvernement de l'État de l'Amapá a annoncé le lancement d'un appel à des candidatures pour 40 (quarante) postes, comprenant 4 (quatre) phases de sélection : des épreuves écrites (1ère phase), deux épreuves pratiques (2ème phase), un examen oral (3ème phase) et une épreuve de diplômes (4ème phase). Le 25 mars 2019, la prise de fonction des 40 premiers défenseurs publics recrutés de l'État a eu lieu, marquant une date historique pour la “**Defensoria Pública**” au Brésil. Avec le cadre propre, les dirigeants étaient officialisés pour organiser le travail dans l'institution. Au poste de Défenseur général, le défenseur public José Rodrigues a été assermenté. À la même date, Elena Rocha a été assermentée en tant que Sous-défenseuse générale; le défenseur public Eduardo dos Anjos aux Affaires Internes générales ; l'assistant de la “**Defensoria Pública**” générale, le défenseur public Igor Giusti ; et l'assistant des Affaires Internes, le défenseur public Lauro Miyasato. Comme promis par le gouvernement de l'État de

La fonction de Défenseur Public-Général de l'État<sup>7</sup> a été instituée par la Loi Complémentaire n° 008/94. La nomination du défenseur public José Rodrigues en tant que premier défenseur général de carrière a eu lieu le 25 mars 2022, pour un premier mandat, ayant été élu le 21 février 2022, par le biais d'une élection interne au sein de l'institution par ses membres.

Depuis le 2 octobre 2023, avec la promulgation de la Loi Complémentaire n° 151/23, il y a eu de nouvelles modifications des dispositions de la Loi n° 121/19, régularisant la situation fonctionnelle et administrative des membres de l'institution. À l'heure actuelle, nous avons la Loi Complémentaire n° 135, du 10 janvier 2022, qui a également modifié des dispositions de la Loi Complémentaire n° 121/2019, qui organise la “Defensoria Pública” de l'Amapá.

Le principal point modifié par la Loi Complémentaire n° 135, du 10 janvier 2022, était l'interdiction de l'exercice de la profession d'avocat, y compris pour des affaires personnelles, pour les membres, les fonctionnaires et les occupants de postes ou de fonctions au sein de la “Defensoria Pública” de l'État.

Auparavant, le poste de défenseur général était un poste de nomination discrétionnaire pouvant être nommé et révoqué par le chef de l'exécutif de l'État. Parmi les 26 États de la fédération et le District fédéral, seule la DPE-AP, jusqu'à l'année 2019, n'avait pas de cadre de défenseurs publics recrutés par concours depuis sa création. Actuellement, l'institution compte 56 défenseurs publics en activité dans l'État.

Depuis l'année 2022, la DPE-AP dispose de défenseurs publics affectés dans toutes les circonscriptions, conformément à l'amendement constitutionnel n° 80/2014, qui a établi un délai maximum de huit ans pour que toutes les circonscriptions brésiliennes

---

l'Amapá, avec le soutien de de l'Assemblée législative de l'Amapá, la carrière a été réorganisée, rendant l'institution indépendante et autonome.

<sup>7</sup> Article 106 - Le Défenseur public général de l'État définira les normes de répartition des lieux d'intervention de la “**Defensoria Pública**” de l'État et procédera à la classification des Défenseurs publics. ÉTAT DE SÃO PAULO. Loi 988 du 9 janvier 2006. Organise la “**Defensoria Pública**” de l'État de São Paulo.

aient au moins un défenseur public. Actuellement, tous les sièges régionaux disposent d'une infrastructure physique et administrative de pointe pour le développement du travail des membres et pour le confort des assistés (ANADEP, 2023).

En 2022, un service d'assistance itinérante a été lancé dans tout l'État, utilisant un véhicule de type camion qui offre divers services simultanément aux personnes qui ne peuvent pas se rendre dans les bureaux de la "Defensoria", ainsi qu'à celles qui n'ont pas accès à Internet, à la téléphonie, à l'électricité ou à d'autres moyens de communication.

En 2023, la gestion actuelle a mis en place des Centres de Services, qui sont des unités spécialisées dans la réponse à des demandes spécifiques de la population, dans différents domaines d'intervention. Actuellement, sept services sont en fonctionnement. Ce sont:

- Service de la Famille : traite des questions liées au divorce, à la garde des enfants, à la pension alimentaire, à la reconnaissance de paternité, entre autres.
- Service de l'Enfant et de l'Adolescent (NAECA) : agit pour défendre les droits des enfants et des adolescents, y compris les cas d'adoption, de garde, de tutelle et les questions liées à l'éducation et aux foyers.
- Service de la Défense des Femmes: soutient les femmes victimes de violence, cherchant à garantir leurs droits et à promouvoir leur protection.
- Service Civil: intervient dans des questions civiles en général, telles que les droits des consommateurs, la santé, le logement, entre autres.
- Service des Droits de l'Homme: promeut la défense et la promotion des droits de l'homme, y compris l'assistance aux groupes vulnérables.
- Service de l'Exécution Pénale: travaille à la défense des personnes accomplissant des peines ou des mesures socio-

éducatives.

- Service de la Médiation et de la Conciliation: œuvre pour la recherche de solutions pacifiques aux conflits, par le biais de la médiation et de la conciliation.

De façon pionnière dans le pays, la DPE-AP a dans sa structure administrative, des services régionaux, qui sont des unités de services situées dans différentes villes de l'état, ayant pour objectif de rapprocher l'institution de la population et de garantir l'accès à la justice pour tous.

Pendant un an et sept mois, la DPE-AP a travaillé à l'universalisation de l'accès à la justice dans tout l'État, avec la mise en place de plusieurs services régionaux, le Service régional de Mazagão ayant été le dernier à être inauguré. Actuellement, la DPE-AP est la première défenseure au Brésil à offrir à la population un service avec une couverture géographique sur tout le territoire de l'État.

Au cours des six dernières années, avec la nomination des défenseurs ayant réussi au concours, la "Defensoria Pública" s'est renforcée en élargissant son travail dans toutes les circonscriptions de l'État, visant à respecter les principes fondamentaux de l'institution établis par la Constitution fédérale et par la Loi complémentaire n° 80/94. La DPE-AP attache de l'importance à l'unité, à l'indivisibilité et à l'indépendance fonctionnelle de ses membres.

L'État de l'Amapá est le seul de la région amazonienne à avoir une frontière avec l'Europe, à partir de la Guyane française, ce qui le rend unique en raison du travail effectué par la "Defensoria Pública" dans cette région frontalière, en aidant les communautés indigènes et ceux qui sont affectés par le flux migratoire vers la Guyane Française.

À Mazagão, par exemple, il existe une demande spécifique qui nécessite une attention particulière et qui nécessite un accès à la justice par l'intermédiaire de la DPE-AP, car "à Mazagão, il y a plus de 265 communautés riveraines et *quilombolas* dispersées dans toute la région. Malgré la richesse naturelle et culturelle, l'État est l'un des plus

pauvres en termes d'indicateurs sociaux."<sup>8</sup>

Selon des données recueillies auprès de la Sous-Correction de la DPE-AP, les cas dans le domaine de la famille, impliquant des Indigènes de tribus brésiliennes et des tribus guyanaises, qui se sont déjà produits et continuent de se produire à la frontière entre le Brésil et la Guyane, sont pris en charge et résolus par la "Defensoria Pública" de l'Amapá avec le soutien de l'Armée Brésilienne et de la Funai (cas confidentiels).

Ainsi, le renforcement de la "Defensoria Pública" de l'État, tout au long de son existence, a toujours été un idéal à poursuivre pour les professionnels qui ont travaillé et travaillent dans l'institution, garantissant aux habitants de l'Amapá des droits qui étaient auparavant supprimés par les carences de services publics.

## **2.1 La DPE-AP Et Sa Structure Récente**

La "Defensoria Pública" agit dans les 16 municipalités de l'État avec une unité d'action dans chaque municipalité, ses activités étant centralisées dans la capitale Macapá, au niveau du bâtiment de la "Defensoria" générale.

Dans les grandes lignes, sa composition comprend la "Defensoria Pública" Générale<sup>9</sup> qui est l'organe suprême de l'institution, chargé de la direction et de la coordination générale des activités ; les sous-défenseurs généraux se divisent en Institution, responsable de l'organisation et du fonctionnement interne, et "Administrativa", chargée de la gestion administrative des Affaires Internes ; il dispose d'une Inspection générale qui est l'organe responsable de l'orientation et de la supervision de l'activité

---

<sup>8</sup> De plus, l'État de l'Amapá "en 2021, s'est classé 27ème dans le classement de l'indice de développement humain brésilien." Disponible sur : <https://anadep.org.br/wtk/pagina/materia?id=56009>. Consulté le : 6 juin 2025.

<sup>9</sup> AMAPÁ. Loi complémentaire n° 121, du 31 décembre 2019. Réorganise la structure de la "Defensoria Pública" de l'État de l'Amapá. Macapá, AP, 2019. Disponible sur : [http://www.al.ap.gov.br/pagina.php?pg=buscar\\_legislacao&n\\_leiB=0121,%20de%2031/12/19](http://www.al.ap.gov.br/pagina.php?pg=buscar_legislacao&n_leiB=0121,%20de%2031/12/19). Consulté le: 23 juin 2022.

fonctionnelle et de la conduite des membres et des agents de l'institution, ainsi que des bonnes pratiques, de la qualité et de l'efficacité des services fournis par l'organe. De plus, l'Inspection générale dispose d'un juge d'instruction général et d'un sous-juge d'instruction; elle dispose également d'un Conseil supérieur qui est l'organe de l'Administration Supérieure de la "Defensoria Pública", qui exerce des fonctions normatives, consultatives et décisionnelles. Ce Conseil Supérieur est composé du Défenseur Public Général (présidence), du Sous-Défenseur Public Général, du Vérificateur Général, du Médiateur Général, plus 03 (trois) membres défenseurs affectés à la capitale et 2 (deux) membres défenseurs affectés à l'intérieur.

Dans la perspective de la formation des agents et pour réfléchir aux politiques institutionnelles, la DPE-AP dispose d'une École Supérieure de la "Defensoria Pública" qui aide la "Defensoria" dans les activités de politiques de gestion des connaissances, destinées aux membres et agents de l'institution. Un autre secteur important est l'Ombudsman qui cherche à améliorer les services rendus à la population, établissant un dialogue avec la communauté et ses représentants pour offrir le meilleur en termes d'assistance juridique et d'accès à la justice. Le gouvernement de l'État d'Amapá a renforcé ces dernières années la "Defensoria Pública" de l'État - DPE, élargissant pour la population de la ville et de la campagne les services de la justice, "stratégie de renforcement de l'institution, en assurant l'autonomie ; la tenue du premier concours pour nommer les défenseurs de carrière ; et l'expansion des services pour les 16 municipalités."<sup>10</sup>

Actuellement, la "Defensoria Pública" de l'Amapá compte un personnel composé de 453 agents et 65 stagiaires. On observe, parmi les membres et agents de l'institution, un profil marqué par

---

<sup>10</sup> Disponible sur: <https://www.amapa.gov.br/noticia/2411/transicao-de-governos-amapa-fortaleceu-defensoria-publica-e-ampliou-acesso-da-populacao-a-justica>.  
Accédé le : 17 juil. 2025.

l'engagement envers la promotion de la dignité humaine, en particulier dans l'aide aux personnes en situation de vulnérabilité sociale, que ce soit par une insuffisance financière ou par des difficultés d'accès à la justice pour la résolution de leurs conflits. La plupart des agents sont recrutés par le biais d'une sélection interne organisée par l'École supérieure de la DPE-AP, cherchant à sélectionner des professionnels présentant des aptitudes conformes aux principes constitutionnels défendus par l'institution et engagés dans la défense des droits humains et des garanties fondamentales.

L'équipe de la DPE-AP est composée de professionnels de divers domaines de compétence, y compris le Droit, l'Administration Publique, la Gestion Financière, la Comptabilité, la Technologie de l'Information, le Service Social, la Psychologie, le Soutien Opérationnel, la Sécurité Institutionnelle et la Logistique des Matériaux, reflétant la nature multidisciplinaire des demandes auxquelles l'institution est confrontée.

La municipalité qui concentre la plus grande demande en matière de services juridiques de la DPE-AP est la capitale Macapá, qui compte 36 défenseurs publics. Parmi eux, 3 défenseurs travaillent dans l'administration de l'institution, un défenseur général, un sous-défenseur général et un procureur général. La municipalité de Santana, qui a la deuxième plus grande population de l'État d'Amapá, compte 7 défenseurs qui exercent dans les domaines civil et criminel.

Les municipalités d'Oiapoque et de Laranjal do Jarí comptent chacune dans leurs unités 02 défenseurs publics, un titulaire et un suppléant, qui interviennent dans divers domaines de l'aide juridique.

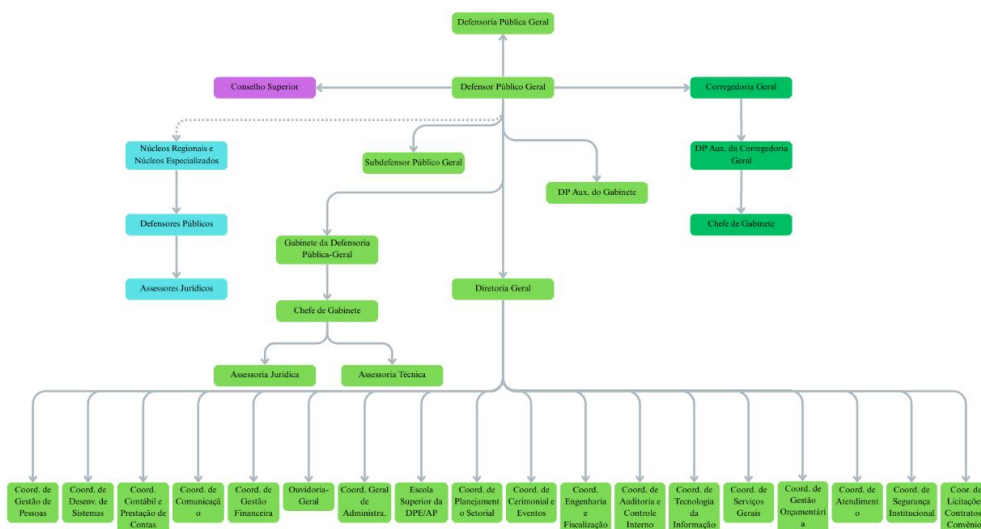
Les autres municipalités comme Amapá, Calçoene, Mazagão, Vitória do Jarí, Porto Grande, Ferreira Gomes, Tartarugalzinho, Pedra Branca do Amapari disposent d'au moins 1 défenseur public intervenant dans divers domaines juridiques. Cependant, les municipalités de Cutias, Serra do Navio, Itaubal et Pracuúba, bien qu'elles n'aient pas de défenseur public affecté à l'unité, sont assistées par les défenseurs des tribunaux de Laranjal do Jarí et Ferreira Gomes,

dans le but de soutenir tous les citoyens en situation de vulnérabilité qui ont besoin d'aide juridique:

Il est certain que de nombreux défenseurs publics, en plus de leur affectation, interviennent dans d'autres juridictions de manière itinérante ou par extension, c'est-à-dire qu'un défenseur affecté à une circonscription où est située la "Defensoria Pública" effectue des assistances dans une ou plusieurs autres circonscriptions de manière périodique. Les consultations réalisées par des défenseurs affectés dans d'autres circonscriptions se déroulent de différentes manières dans les États.<sup>11</sup>

En plus du cadre des Défenseurs et des autres agents, l'institution dispose des divisions suivantes:

### Cadre 01 – Organigramme de la "Defensoria Pública" de l'État de l'Amapá



Source: "Defensoria Pública" de l'État de l'Amapá

<sup>11</sup> [Carte de la Défense au Brésil. Disponible sur: <https://www.ipea.gov.br/sites/mapadefensoria/defensoresnosestados>. Consulté le : 24 juil. 2025.]

Par conséquent, la mission de la “**Defensoria**” va au-delà d'une structure physique, car elle comprend que la proximité avec le public est la tâche la plus importante à accomplir, surtout dans des états qui ont une réalité d'accès limité, comme c'est le cas de l'État de l'Amapá. Ainsi:

Face à cette réalité, le renforcement de la “**Defensoria Pública**” garantit aux habitants de l'Amapá des droits qui étaient auparavant supprimés en raison du manque de services publics. Oiapoque, Amapá, Calçoene, Laranjal do Jari, Vitória do Jari, Porto Grande, Ferreira Gomes, Tartarugalzinho, Pedra Branca do Amapari, Santana, Mazagão et Macapá ne sont pas seulement des municipalités, mais des milliers d'Antônios, de Marias, de Josés et de Raimundas, qui ont trouvé dans la “**Defensoria Pública**” une porte d'entrée pour être reconnus comme des personnes ayant des droits.<sup>12</sup>

### **2.1.1 Typologie Des Interventions De La DPE-AP Dans Les Municipalités**

Les services offerts par la “**Defensoria Pública**” de l'État - DPE, dans toutes les municipalités, se déroulent principalement de manière individualisée, destinés à des personnes en situation de vulnérabilité socio-économique, qui n'ont pas les ressources financières pour payer des honoraires d'avocat ou des frais de justice. En plus de ce modèle, l'institution organise également des actions sous forme de grandes opérations, organisées dans divers quartiers de la capitale et dans les municipalités de l'intérieur, avec l'objectif d'élargir la portée des services et de garantir l'assistance à un plus grand nombre de personnes. Ces opérations sont réalisées avec l'aide d'un camion de grande taille spécialement conçu pour répondre à ces demandes.

Le DPE-AP met également à disposition d'autres réseaux d'assistance pour les bénéficiaires, comme c'est le cas de l'application

---

<sup>12</sup> Disponible sur : <https://anadep.org.br/wtk/pagina/materia?id=56009>. Accès le : 06/06/2025.

WhatsApp<sup>13</sup>, qui sert d'outil d'assistance à distance, permettant l'ouverture de demandes, la prise de rendez-vous pour des audiences de médiation et de conciliation, le suivi des procédures, ainsi que fournissant des conseils juridiques à la population assistée et des services d'urgence réalisés le week-end selon un système de rotation par les avocats publics dans toutes les municipalités de l'État.

Dans le cadre de la “**Defensoria Pública**” de l'Amapá, les demandes les plus fréquentes se concentrent dans le domaine du droit de la famille, en mettant l'accent sur les actions liées aux pensions alimentaires, au divorce, à la garde des enfants et à la reconnaissance de paternité. Concernant la reconnaissance de paternité, la “**Defensoria**” dispose du projet **Mon père a un nom**<sup>14</sup>, développé par la “**Defensoria Pública**” à l'échelle nationale, en partenariat avec le Conseil national des défenseurs publics généraux (CONDEGE). Ce projet est réalisé lors des actions organisées par la DPE-AP dans les quartiers de la capitale et de l'intérieur de l'État, visant à garantir la reconnaissance de la paternité, tant biologique que socio-affective, réduisant ainsi le nombre d'enfants et d'adultes reconnus sans le nom du père, ce qui garantit également des droits successoraux et des bienfaits pour la santé mentale et émotionnelle en raison de la vie familiale.

Les demandes déposées auprès de la DPE-AP, liées au droit de la famille, peuvent également être résolues par le biais d'accords entre les parties impliquées, avec l'aide d'un conciliateur ou d'une

---

<sup>13</sup> Canaux de contact: n° (96) 98133-0422 (horaires de bureau) et n° (96) 98120-0171 (service d'urgence).

<sup>14</sup> Le 16 août 2025, la 4ème édition de la campagne du Projet Mon Père a un Nom aura lieu, une initiative nationale coordonnée par le Conseil National des Défenseurs et Défenseures Publiques Généraux (Condege) et mise en œuvre par la “**Defensoria Pública**” dans les 26 États et le District Fédéral.

Selon les informations diffusées sur le site de la “**Defensoria Pública**” de l'État de l'Amapá (<https://defensoria.ap.def.br/index.php>), "Le projet Mon Père a un Nom a pour objectif de garantir une assistance juridique gratuite pour la reconnaissance de la filiation, qu'elle soit biologique ou affective, paternelle ou maternelle, en promouvant le droit à l'origine, à l'identité et à la vie familiale. L'initiative vise à lutter contre l'absence du père sur l'acte de naissance, un problème social qui impacte directement le développement émotionnel, psychologique et social de l'enfant, en plus de générer des pertes de droits légaux, comme la pension et l'héritage."

conciliatrice, un professionnel diplômé en droit, ayant une formation spécifique en médiation et conciliation de conflits, qui aide les parties assistées dans la composition de leurs demandes. Il convient de souligner que les accords conclus dans le cadre de la “**Defensoria Pública**” ont la nature d'un titre exécutoire extrajudiciaire, ce qui contribue de manière significative à la résolution rapide et pacifique des litiges, évitant ainsi le déroulement de procédures judiciaires longues, avec des coûts élevés dans certains cas, et litigieux.

Les autres domaines du droit, tels que les domaines civil, pénal, consommateur, droits humains, diffuse et collectif, violence domestique, enfance et jeunesse, personnes âgées, LGBTQIAPN+, ainsi que l'environnement, enregistrent un volume de demandes significativement inférieur par rapport au nombre de cas liés au droit de la famille. Cette prédominance se vérifie tant dans les unités de la “**Defensoria Pública**” situées à l'intérieur de l'État que dans le siège situé dans la capitale, Macapá. À titre d'exemple, la municipalité d'Oiapoque, jusqu'à la date du 26 juillet 2025, totalise un nombre de 19.303 (dix-neuf mille trois cent trois) prestations en 2025, mettant en évidence la demande importante de services juridiques gratuits dans des contextes géographiques de plus grande vulnérabilité et de complexité socio-juridique, selon le tableau de bord “Défense en chiffres en 2025” présenté sur le site de la DPE-AP<sup>15</sup>.

Comme exemple du flux de service à la “**Defensoria Pública**” de l'État, nous mettons en avant les services réalisés dans la municipalité d'Oiapoque, dont la pertinence découle de sa localisation dans la région frontalière. Et en raison de cette forte demande, la “**Defensoria Pública**” de l'État - DPE a été inaugurée dans la

---

<sup>15</sup> Disponible sur: [https://metabase.ap.def.br/public/dashboard/7530d69f-0e48-41f4-8eac-fef379c2a6c6?tab=5-atendimentos-por-defensoria&faixa\\_de\\_datas=&defensor=&defensoria=1%C2%AA%20Defensoria%20De%20Oiapoque&defensoria=2%C2%AA%20Defensoria%20De%20Oiapoque&defensoria=Coordenadoria%20De%20Oiapoque&tipo\\_de\\_fase\\_processual=&qualificacao%25C3%25A7%25C3%25A30\\_do\\_atendimento=](https://metabase.ap.def.br/public/dashboard/7530d69f-0e48-41f4-8eac-fef379c2a6c6?tab=5-atendimentos-por-defensoria&faixa_de_datas=&defensor=&defensoria=1%C2%AA%20Defensoria%20De%20Oiapoque&defensoria=2%C2%AA%20Defensoria%20De%20Oiapoque&defensoria=Coordenadoria%20De%20Oiapoque&tipo_de_fase_processual=&qualificacao%25C3%25A7%25C3%25A30_do_atendimento=). Accès le : 26 juil. 2025.

municipalité d'Oiapoque par le Gouvernement de l'État, inaugurant le premier siège d'un centre régional de l'institution le 5 mars 2022:

C'est à Oiapoque, là où commence le Brésil, qu'a été lancé le plus grand projet de structuration d'une "**Defensoria Pública**" dans le pays. Pendant un an et sept mois, la DPE-AP s'est engagée dans un voyage intense pour universaliser l'accès à la justice, voyage qui s'est terminé mercredi dernier, le 25, avec la remise du Noyau régional de Mazagão, dans la région métropolitaine de Macapá. Maintenant, avec des bâtiments et des défenseurs publics dans toutes les circonscriptions, la "**Defensoria Pública**" de l'Amapá est la première du Brésil à réussir à offrir à la population un large éventail de services<sup>16</sup>.

De plus, compte tenu du contexte frontalier de la région, les activités de "garimpo" sont souvent liées au trafic de drogues et à la présence d'organisations criminelles.

Dans la municipalité d'Oiapoque, la question liée à l'immigration illégale de Brésiliens cherchant à gagner leur vie dans les mines de Guyane française génère un nombre significatif de demandes pour la "**Defensoria Pública**" de l'État et réclame une aide juridique pour les communautés locales, principalement en raison de l'extraction illégale d'or, tant du côté brésilien de la frontière qu'à Saint Georges, en Guyane française, ainsi que de la violence urbaine, qui présente une augmentation significative dans la région ces dernières années, impactant surtout les jeunes et les filles qui sont soumises à diverses formes d'exploitation, y compris le travail domestique, la prostitution, ainsi que la violence domestique et familiale (IPEA, 2023).

Sans doute que le gouvernement de l'État de l'Amapá a une mission importante dans les garanties constitutionnelles, surtout en raison du fait qu'il s'agit d'une région frontalière, y compris en tant que frontière atypique, c'est-à-dire qu'elle est limitrophe d'une région appartenant à la communauté européenne (France) et, de ce fait, est désignée comme une frontière franco-brésilienne. En d'autres termes,

---

<sup>16</sup> Disponible sur: <https://anadep.org.br/wtk/pagina/materia?id=56009>. Accès le: 06/07/2025.

des réalités et des législations différentes qui, à certains moments de l'histoire, se heurtent, compromettant ainsi l'humanisation de la région. À citer (SILVA; QUARESMA, 2020), cela a été davantage:

(...) difficile pour le côté brésilien car l'intensification des crimes transnationaux a entraîné un blocage des relations entre le Brésil et la Guyane française, avec des barrières douanières, des arrestations, des expulsions, des amendes et des morts, ce qui a conduit à la clandestinité de ces relations<sup>17</sup>.

Et en raison de ces réalités, le côté le plus fragile a été le Brésilien, face à l'éloignement des grands centres et des institutions publiques nécessaires à la garantie des droits humains et des droits fondamentaux du peuple brésilien. Par conséquent, une “**Defensoria Pública**” n'est pas seulement un équipement public, mais plutôt la possibilité pour la population la plus vulnérable d'avoir les garanties et le soutien pour ne pas sombrer dans l'oubli.

### 3 CONSIDÉRATIONS FINALES

Ce travail a cherché à présenter un bref historique de la “Defensoria Pública” au Brésil en se concentrant sur la “Defensoria Pública” de l'État d'Amapá, mettant en évidence la recherche du droit par le biais des garanties fondamentales consignées dans la Constitution fédérale de 1988, soulignant le rôle de l'État dans la création des “Defensorias Públicas” en tant que fonction essentielle à la justice.

En résumé, cette étude a mis en avant que la “Defensoria Pública”, en tant qu'institution constitutionnelle pour la réalisation de l'État démocratique de droit et des garanties fondamentales, émerge

---

<sup>17</sup> SILVA JÚNIOR Dinaldo B.; QUARESMA, Reginaldo da Costa. La Police aux Frontières (PAF): aspects historiques de la police frontalière à Saint-Georges l'Oyapock et le flux migratoire dans le contexte de la COVID-19. - Teresina: Revista Zabelê, 2020. P. 79. Disponible sur: <https://periodicos.ufpi.br/index.php/revzab/article/view/3719/3263>. Consulté le: 24 juil. 2025.

comme un instrument pour la démocratisation de l'accès à la justice, en particulier pour les segments historiquement marginalisés et vulnérables de la société, comme les communautés rivières, périphériques, les communautés LGBTQIAPN+, les noirs, les pauvres, les enfants, les personnes âgées et les femmes en situation de violence de genre.

Dans le contexte spécifique de l'action de la “Defensoria Pública” de l'État d'Amapá (DPE-AP) dans les zones frontalières avec la Guyane française, un rôle élargi se manifeste, qui dépasse la simple prestation juridique, se configurant comme un vecteur de promotion de la dignité humaine et une prise d'effet de la citoyenneté totale. Cette action s'avère essentielle pour surmonter les barrières sociales, culturelles et territoriales qui ont historiquement entravé l'efficacité des droits fondamentaux des populations indigènes et traditionnelles.

Nous avons constaté que la DPE-AP ne promeut pas seulement la justice dans sa dimension formelle, mais contribue également à la construction d'un espace sociopolitique où la reconnaissance, l'inclusion et l'égalité deviennent des outils pour le développement humain et social de la région frontalière, réaffirmant l'engagement constitutionnel envers la justice sociale et la protection des droits de l'homme dans sa forme la plus large et inclusive.

Data de Submissão: 15/08/2025

Data de Aprovação: 27/08/2025

Processo de Avaliação: *double blind peer review*

Editora Geral: Profa. Dra. Hirdan Katarina de Medeiros Costa

Editores Convidados:

Prof. Dr. Dinaldo Barbosa da Silva Júnior (PPGD-UNIFAP-BRASIL)

Prof. Dr. Omar Huertas Díaz (UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA)

Prof. Dr. Diego Moura de Araújo (PPGD-UNIFAP-BRASIL)

Prof. Dr. Nicolau Eladio Bassalo Crispino (PPGD-UNIFAP-BRASIL)

Prof. Dr. Rafael da Silva Menezes (PPGDir-UFAM-BRASIL)

Prof<sup>a</sup>. Dr<sup>a</sup>. Neida Alborno Arias (UNISIMON-COLOMBIA)

Prof<sup>a</sup>. Dr<sup>a</sup>. Amina Welten Guerra (IBMEC-CEDIN)

Assistente Editorial: Anna Karoline Tavares M. de Brito

## REFERÊNCIAS

AGENCE DE NOUVELLES IBGE. La majorité des municipalités brésiliennes n'a pas de "**Defensoria Pública**". Disponible sur : <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/noticias/35687>. Consulté le : 23 juin 2022.

ALEXY, Robert. Théorie des Droits Fondamentaux. Traduction de Virgílio Afonso da Silva. Éditeur : Suhrkamp Verlag, 2006.

AMAPÁ. Loi Complémentaire n° 008, du 20 décembre 1994. Prévoit l'organisation de la "**Defensoria Pública**" de l'État d'Amapá. Macapá, AP, 1994. Disponible sur: [http://www.al.ap.gov.br/pagina.php?pg=buscar\\_legislacao&n\\_leiB=0121,%20de%2031/12/19](http://www.al.ap.gov.br/pagina.php?pg=buscar_legislacao&n_leiB=0121,%20de%2031/12/19). Consulté le : 23 juin 2022.

AMAPÁ. Loi Complémentaire n° 121, du 31 décembre 2019. Réorganise la structure de la "**Defensoria Pública**" de l'État d'Amapá. Macapá, AP, 2019. Disponible sur: [http://www.al.ap.gov.br/pagina.php?pg=buscar\\_legislacao&n\\_leiB=0121,%20de%2031/12/19](http://www.al.ap.gov.br/pagina.php?pg=buscar_legislacao&n_leiB=0121,%20de%2031/12/19). Consulté le : 23 juin 2022.

AMAPÁ. Loi Complémentaire n° 135, du 10 janvier 2022. Modifie des dispositions de la Loi Complémentaire n° 121, de 2019. Macapá, AP, 2022. Disponible sur: <https://leisestaduais.com.br/ap/lei-complementar-n-135-2022-amapa-altera-dispositivos-da-lei-complementar>. Accès le : 23 juin 2022.

AMAPÁ. Loi Complémentaire n° 151, du 31 décembre 2019. Modifie des dispositions de la Loi Complémentaire n° 121/2019. Macapá, AP, 2019. Disponible sur: [http://www.al.ap.gov.br/pagina.php?pg=buscar\\_legislacao&n\\_leiB=0121,%20de%2031/12/19](http://www.al.ap.gov.br/pagina.php?pg=buscar_legislacao&n_leiB=0121,%20de%2031/12/19). Accès le : 23 juin 2022.

ASSOCIATION NATIONALE DES DEFENSEURS ET DEFENSEURES PUBLICS (ANADEP). AP : La “**Defensoria Pública**” a des défenseurs publics dans toutes les juridictions. 2023. Disponible sur : <https://anadep.org.br/wtk/pagina/materia?id=56009>. Accès le: 6 juin 2025.

BRÉSIL. Constitution (1988). Constitution de la République Fédérative du Brésil. Brasília, DF: Sénat Fédéral: Centre Graphique, 1988. Disponible sur: [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao.htm). Accès le: 18 juin 2022.

CARNEIRO MATOS, M. Droits et Garanties Fondamentaux et l'applicabilité immédiate. Brasília: E-Legis - Revue Électronique du Programme de Post-Grade, 2012.

“DEFENSORIA PÚBLICA” DE L'AMAPÁ. Défense en chiffres en 2025. Disponible sur: [https://metabase.ap.def.br/public/dashboard/7530d69f-0e48-41f4-8eac-fef379c2a6c6?tab=5-atendimentos-por-defensoria&faixa\\_de\\_dados=&defensor=&defensoria=1%C2%AA%20Defensoria%20De%20Oiapoque&defensoria=2%C2%AA%20Defensoria%20De%20Oiapoque&defensoria=Coordenadoria%20De%20Oiapoque&tipo\\_de\\_fase\\_processual=&qualifica%25C3%25A7%25C3%25A30\\_do\\_atendimento=](https://metabase.ap.def.br/public/dashboard/7530d69f-0e48-41f4-8eac-fef379c2a6c6?tab=5-atendimentos-por-defensoria&faixa_de_dados=&defensor=&defensoria=1%C2%AA%20Defensoria%20De%20Oiapoque&defensoria=2%C2%AA%20Defensoria%20De%20Oiapoque&defensoria=Coordenadoria%20De%20Oiapoque&tipo_de_fase_processual=&qualifica%25C3%25A7%25C3%25A30_do_atendimento=). 2025. Consulté le: 26 juil. 2025.

“DEFENSORIA PÚBLICA” DE L'AMAPÁ. Règlement intérieur de l'École supérieure de la “**Defensoria Pública**” de l'Amapá: Résolution n° 25, du 10 septembre 2020. Macapá, 2020. Disponible sur: <https://dpeap.ap.def.br/setorial/frontend/tmpt/dist/pdf/conselho/56.pdf>. Accès le: 23 juin 2022.

“DEFENSORIA PÚBLICA” DE L'AMAPÁ. En savoir plus sur la 4ème édition de l'opération de reconnaissance de paternité Mon Père a un Nom. 2025. Disponible sur: [https://defensoria.ap.def.br/index.php?edp=bWVudQ==&pgu=MTc=&nmpgn=VmlzdWFsaXphciBOb3TDrWNpYQ==&nm\\_icon=ZmEgZmEtYm9vaw==&id=MTA0Ng==](https://defensoria.ap.def.br/index.php?edp=bWVudQ==&pgu=MTc=&nmpgn=VmlzdWFsaXphciBOb3TDrWNpYQ==&nm_icon=ZmEgZmEtYm9vaw==&id=MTA0Ng==). Accès le: 26 juillet 2025.

ÉTAT DE SÃO PAULO. Loi 988 du 09 janvier 2006.

FERREIRA, Bruno Vidal. “**Defensoria Pública**” et accès à la justice: bref panorama historique sur les origines de la “**Defensoria Pública**” au Brésil. Rio de Janeiro: UFF, 2023.

GOVERNEMENT DE L'ÉTAT D'AMAPÁ. Transition des gouvernements: Amapá a renforcé la “**Defensoria Pública**” et

élargi l'accès de la population à la justice. 2022. Disponible sur: <https://www.amapa.gov.br/noticia/2411/transicao-de-governos-amapa-fortaleceu-defensoria-publica-e-ampliou-acesso-da-populacao-a-justica>. Consulté le: 17 juil. 2025.

INSTITUT DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE (IPEA). Dynamiques de la violence dans l'État d'Amapá. Brasília: Institut de Recherche Économique Appliquée (Ipea), 2023.

INSTITUTO DE PESQUISA ECONÔMICA APLICADA (IPEA). Carte de la "**Defensoria**" au Brésil. Disponible sur: <https://www.ipea.gov.br/sites/mapadefensoria/defensoresnosestados>. Accès le: 24 juil. 2025.

MOREIRA, Thiago de Miranda Queiroz. La constitutionnalisation de la "**Defensoria Pública**": disputes pour de l'espace dans le système de justice. *Opinião Pública*, Campinas, SP, vol. 23, n° 3, p. 647–681, 2017. Disponible sur: <https://periodicos.sbu.unicamp.br/ojs/index.php/op/article/view/8651193>. Accès le: 10 juil. 2025.

SILVA, Luís Virgílio Afonso da. Droits fondamentaux: contenu essentiel, restrictions et efficacité. São Paulo: Malheiros, 2011.

SILVA JÚNIOR, Dinaldo B.; QUARESMA, Reginaldo da Costa. La Police aux Frontières (PAF): aspects historiques de la police des frontières à Saint-Georges l'Oyapock et le flux migratoire dans le contexte de la COVID-19. Teresina: Revista Zabelê, 2020. Disponible sur: <https://periodicos.ufpi.br/index.php/revzab/article/view/3719/326>. Consulté le: 24 juil. 2025.

## The Public Defender 'S Office Of The State Of Amapá

Claudia Rosa Cezário

Dinaldo Barbosa da Silva Junior

**Abstract:** This article aims to present the public institution of the Public Defender's Office, which emerged under the guidance of the 1988 Federal Constitution in Article 5, section LXXIV, and Complementary Law No. 80 of January 12, 1994, which organizes the Public Defender's Office of the Union, the Federal District, and the Territories. In this context, we will focus specifically on the historical aspects of the implementation of the Public Defender's Office of the State of Amapá (DPE), as well as some structural aspects that comprise it today, such as its human resources and its operational units. In addition to its inherent constitutional activities, the DPE-AP has a particularity in offering its assistance in the state, such as the operationalization of its activities in municipalities located in extreme and difficult-to-access areas, such as the municipality of Oiapoque, which borders French Guiana. In light of this, we will also analyze the role of the DPE-AP in providing legal guidance and free defense to vulnerable people in the Amazon and border contexts, taking into account the challenges that the region itself poses.

**Keywords:** Public Defender's Office; Amapá; Franco-Brazilian Border

**DOI:** <https://doi.org/10.22478/ufpb.1678-2593.2025v24n55.75509>

Conteúdo sob licença *Creative Commons*: [Attribution-NonCommercial-NoDerivative 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) (CC BY-NC-ND 4.0)

